au Comité départemental de la Conf' du Lot

Alice Corre Animatrice syndicale Lot & Occitanie
Place de la Halle - Maison des Paysans 46320 Assier
05.65.50.00.34 // 06.19.12.95.01
conf.paysanne.lot@orange.fr

Toulouse le 30 05 2022

Bonjour,

Nous avons lu avec attention votre courrier et vous remercions de nous permettre de vous exprimer nos opinions sur l'état de l'agriculture en France. En préambule il nous semble nécessaire de vous présenter nos positions générales sur ce sujet, et le sens de notre candidature, avant de revenir plus précisément à vos questions.

Nous nous présentons à cette élection législative dans toutes les circonscriptions de France pour faire entendre le camp des travailleurs, pour dire que nous les travailleurs faisons tout dans cette société, ça devrait être à nous de la diriger. Nous voulons que tous ceux qui ont voté pour Nathalie Arthaud à l'élection présidentielle puissent prolonger ce geste en votant pour nos candidats. Ils défendront le même programme de luttes et la perspective de rassembler le maximum de femmes et d'hommes qui ne se résignent pas à cet ordre social injuste et inégalitaire.

En ce qui concerne le monde agricole, nous nous adressons aux petits exploitants, aux petits producteurs et à tous les ouvriers agricoles qui comme les autres salariés sont victimes d'un système dominé par la dure loi du marché, un système dominé par une minorité de possédants des grands groupes qu'ils soient de l'agro business, de l'industrie ou de la grande distribution sans oublier ceux de la finance et des banques, comme le crédit agricole. En un mot ceux qui subissent la dictature d'une minorité de riches parasites pour qui seuls comptent le profit, la rentabilité, qui n'en ont jamais assez et n'ont de cesse d'étendre leur empire.

Et nous tenons à souligner la complicité de l'Etat et ses ministres qu'ils soient de gauche ou de droite, tous au service et à genoux devant ces grands bourgeois du capital. Un système capitaliste en crise qui mène toute la société au bord du précipice.

En ce qui concerne vos questions :

1) Dans l'idée d'une **souveraineté alimentaire saine et durable**, comme il était question dans les lois Egalim 1 et 2, quelles politiques adopteriez-vous pour favoriser un revenu digne et équitable ainsi qu'une protection du travail paysan, et avec quels moyens ?

Il est vraiment choquant que même dans un pays développé comme la France, des millions de familles, faute de moyens, sont privées de l'accès à de nombreux produits comme la viande ou le poisson. De nombreux enfants des familles populaires sautent des repas pour économiser jusqu'au prix de la cantine. C'est révoltant. Les cantines scolaires pallient un tout petit peu à ces défaillances. Il faut bien sûr augmenter le budget consacré aux cantines scolaires, et rendre celles-ci gratuites pour les plus modestes. Mais cela suppose, entre autres, en finir avec la politique d'austérité qui frappe les budgets de l'Éducation depuis des années.

Aussi, ce qu'il faut imposer, c'est que la production soit organisée dans le but de satisfaire les besoins de tous. Et cela implique l'expropriation des capitalistes privés, dans l'agroalimentaire et l'agrobusiness comme dans tous les secteurs.

2) Nous faisons face à une **situation foncière difficile**, avec une pression particulièrement importante sur le foncier agricole : que proposez-vous afin d'éviter l'artificialisation des sols, l'accaparement du foncier et la spéculation sur les terres agricoles ?

Les terres agricoles sont de plus en plus des objets de spéculation dans le monde. Des multinationales de l'agro-alimentaire achètent des terres, des industriels, comme Hyundai ou Daewoo, s'y intéressent aussi. Daewoo peut ainsi exploiter la moitié des terres arables de Madagascar, 1,3 million d'hectares - l'équivalent de la moitié de la Belgique - qui lui ont été louées, et pour quatre-vingt-dix-neuf ans, contre des emplois et des infrastructures. De grandes banques lorgnent aussi sur ce qui, à leurs yeux, devient des « valeurs refuges ». La Deutsche Bank et Goldman Sachs ont investi dans l'élevage en Chine.

Bien évidemment, ces terres agricoles ne sont pas achetées pour y produire de quoi nourrir les populations. Elles serviront à produire pour le marché international, celui qui est solvable. Ainsi ces terres

pourront être utilisées à cultiver de quoi produire des biocarburants, ou bien des roses en plein désert, comme c'est le cas en Éthiopie, où la production de roses destinées aux pays riches est dans les mains d'une entreprise néerlandaise, FloraHolland. Quant aux populations pauvres, qui auront peut-être été expropriées de ces terres pour en permettre le rachat, elles pourront mourir de faim dans le bidonville voisin.

C'est tout un système économique qu'il faut changer, aucune loi, aucun député ne peut empêcher les capitalistes de spéculer, même avec ce qui est vital pour l'humanité : les denrées alimentaires.

3) La **Politique Agricole Commune** (PAC) favorise depuis longtemps l'agrandissement des exploitations agricoles à travers son système d'aide qui augmente avec le nombre d'hectares de la ferme. Chaque État a des marges de manœuvre pour son application : quelles améliorations proposez-vous pour éviter cet écueil, et quelle PAC idéale voudriez-vous voir advenir ?

Il est beaucoup question dans ces élections d'attendre des aides publiques, et les candidats se transforment tous en Père Noël. Eux, leur spécialité c'est de semer des promesses pour récolter des voix. Mais nous, nous ne faisons pas de promesses. Pour nous il n'y a pas de PAC idéale. Les travailleurs et les petits agriculteurs ne demandent pas la charité, ils veulent vivre de leur travail. Et nous pensons que s'il n'y a rien à attendre de bon dans cette société pour les petits agriculteurs, tout aussi méprisés que les salariés, ils ont par contre tout à gagner à s'organiser notamment avec les travailleurs des groupes de l'agro-alimentaire, les ouvriers des abattoirs, des usines de transformation, ou les employés de la grande distribution, qui sont exploités par ces mêmes grands patrons obnubilés par le profit.

Et plus largement, c'est en combattant avec les travailleurs de tous les secteurs de l'économie, qui subissent également les prix imposés par ces grands groupes capitalistes, que les petits agriculteurs pourront obtenir des revenus permettant de vivre dignement.

Sans cette mobilisation, face à la crise qui va en s'aggravant, rien ne sera possible.

4) Actuellement, il existe des aides encourageant les paysan·nes à convertir leur production en **agriculture biologique**, et à se maintenir dans ce système vertueux. Toutefois, les aides au maintien en AB sont limitées à 5 ans, alors même que les charges restent importantes par la suite. Quelles mesures proposez-vous pour accompagner davantage la conversion et le maintien en bio ?

Il en va dans l'agriculture comme dans l'industrie : ce sont les gros exploitants qui engrangent la grande majorité des subventions. Et cela est vrai aussi en ce qui concerne l'agriculture biologique. D'un côté une poignée de gros sont gavés de subventions, de l'autre les revenus de beaucoup de paysans sont révoltants : ils ne permettent souvent pas de vivre et encore moins de prendre les congés auxquels tout travailleur a droit.

Et de quelle « transition écologique » parle-t-on ? Vers quel système ? Pour l'agriculture, c'est comme pour le transport, le bâtiment ou l'industrie : aucune transition écologique n'est possible tant que les capitalistes décident de tout : du prix des terrains, des taux d'intérêts bancaires, des prix, des quantités et des produits. C'est tout cela, ce pouvoir des financiers et des capitalistes qu'il faut remettre en cause. Et cela passera par une mobilisation collective, une révolte profonde de tous les producteurs : les ouvriers agricoles, les petits paysans aux côtés des ouvriers, des employés, de tous ceux qui font marcher la société au quotidien.

5) En juillet 2018, la Cour de justice de l'Union européenne classe les Variétés rendues Tolérantes aux Herbicides (VrTH) comme **Organismes Génétiquement Modifiés** (OGM), ce qui a été confirmé par le Conseil d'Etat en février 2020. Les OGM sont interdits de culture et de commercialisation en France, mais le gouvernement français n'a toujours pas régularisé sa situation. Que proposez-vous sur ce sujet, et plus généralement pour favoriser la reproduction et la diffusion de semences paysannes ?

Dans cette société inégalitaire, les plantes transgéniques peuvent être autant un bienfait qu'un malheur, selon à qui et comment elles servent !! Par exemple, celles qui permettent de supprimer les traitements insecticides - les plantes incorporant un gène du bacille de Thuringe bien connu des agriculteurs bio qui s'en servent pour lutter contre les chenilles - sont bien utiles ! Ce qui n'est pas le cas des plantes transgéniques qui permettent de répandre sans limite des herbicides, car elles sont devenues résistantes à l'herbicide grâce à un gène incorporé !

Nous défendons l'idée que la population travailleuse des villes comme des campagnes puisse contrôler les travaux des firmes semencières qui fabriquent ces plantes transgéniques.

Une agriculture basée sur les semences paysannes (produites pour le paysan lui-même à partir de sa production) ne peut l'être que dans le cadre d'une agriculture familiale, ou sur des exploitations de petite

taille. Nous n'avons rien contre ces petits paysans – nous saluons leur courage - mais nous voyons mal comment ce mouvement peut se généraliser. Les grandes exploitations elles, préféreront toujours acheter leurs semences à des grandes firmes qui leur garantissent qualité et quantité. Dans les petites exploitations forcément plus artisanales, ce système de production nécessiterait davantage de travail manuel. Cela impliquerait que de nombreux salariés acceptent de travailler dans ces conditions ! Est-ce comme cela que les gens de la campagne veulent vivre ? Peut être ? Mais il faudrait alors garantir un niveau de vie satisfaisant.

Les progrès techniques réalisés par les grandes firmes semencières devraient profiter aux producteurs des campagnes et à toute la société. Certaines de leurs recherches peuvent être contestées certes mais bien d'autres ont simplifié la vie paysanne ... pour ne prendre que l'exemple des betteraves monogermes qu'il n'est plus nécessaire de démarier une à une alors qu'avant une graine donnait plusieurs germes !

Ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain ! Ces progrès pourraient être à la disposition des paysans et de toute la population ! Pour cela, il faudrait que les producteurs des campagnes et les consommateurs des villes contrôlent les semenciers pour qu'ils produisent selon les besoins et en fonction de l'intérêt général.

Organisés, ces producteurs et ces consommateurs peuvent représenter une force face à ces quelques firmes toutes puissantes, véritables trusts impérialistes. Sur le plan de la qualité de l'environnement, ils pourraient exiger de promouvoir le maintien d'une biodiversité importante. Ce serait un pas vers un meilleur état sanitaire des plantes et des animaux domestiques et sans doute aussi de la santé des populations vivant à la campagne.

Voilà le sens vers lequel nous militons. En tous cas, nous faisons confiance dans la capacité des travailleurs de ce secteur économique pour contrôler ces firmes et pour que les recherches se fassent sur des sujets intéressants l'ensemble de la société.

6) Le recensement agricole de 2020 est alarmant : nous avons perdu 100 000 fermes en 10 ans, soit la disparition d'un cinquième de la profession. Dans le Lot, nous avons perdu 20% des fermes en 10 ans, et les fermes lotoises se sont agrandies de 10 hectares en moyenne. **Le renouvellement des générations en agriculture** est un vrai défi : que proposez-vous pour favoriser l'installation et la transmission des fermes dans les années à venir ?

Les multiples luttes paysannes de ces dernières années ont mis en lumière toute la souffrance et la colère de toute une partie du monde paysan. Si aujourd'hui ceux-ci sont en faillite ou menacés de faillite, si certains mettent fin à leurs jours, si leurs enfants n'imaginent pas reprendre l'exploitation familiale, c'est justement en raison de l'impasse que constitue cette économie capitaliste de plus en plus folle. Un système absurde où ceux qui nourrissent la population ne peuvent pas vivre de leur travail, et doivent survivre parfois juste avec le RSA et qui toucheront des retraites de misère.

C'est pourquoi nous nous présentons pour défendre les idées communistes et l'idée que les travailleurs doivent renverser le système capitaliste.

7) **L'autonomie énergétique** est un sujet primordial, en agriculture comme dans les autres secteurs. Conscient-es de la nécessité d'aller vers des énergies renouvelables, nous constatons néanmoins certaines dérives. Dans le Lot, nous faisons face à plusieurs projets surdimensionnés. Des projets de méthanisation font débat, tant sur le détournement de cultures pour l'alimenter, qu'au niveau de l'impact environnemental de l'épandage de digestat sur un sol karstique. Un projet dans le Sud du département prévoit également l'installation de centrales photovoltaïques au sol sur des terres agricoles, avec l'alibi d'un projet agricole. Quelle est votre position sur ce sujet ?

En ce qui concerne les projets dont vous parlez, ça devrait être aux habitants de décider et de contrôler les différentes propositions qui sont faites, pour que les projets ne profitent pas qu'aux bétonneurs et autres industriels du secteur.

Et par ailleurs, il est à la mode de parler d' « autonomie énergétique » comme si cela permettrait aux travailleurs de vivre mieux. Pour nous, ce qui est primordial en matière d'énergie c'est d'exproprier ces trusts tels que Total ou Engie, qui profitent de la hausse des prix et qui sont prêts à tout pour s'enrichir toujours plus.

Ils essayent maintenant de nous faire croire que le gaz de schiste est une énergie propre ! Alors qu'il s'agit d'une énergie fossile comme le pétrole et que son extraction serait responsable de la libération dans l'atmosphère de gaz à effet de serre. Mais le profit passe avant tout. Au lieu de chercher à développer des alternatives, Engie assure ses profits et les dividendes de ses actionnaires en assurant ses approvisionnements en gaz pour des années. Mais il y a d'autres intérêts qui poussent l'État français, principal actionnaire d'Engie, dans ce sens. Ainsi des banques françaises comme la Société générale, Natixis, Crédit agricole ont investi dans la construction des infrastructures nécessaires à l'exploitation du

gaz de schiste américain, les pipe-lines et les terminaux permettant de liquéfier le gaz et de le transporter sur les bateaux. C'est même la Société générale qui a été chargée de lever les 20 milliards de dollars nécessaires pour construire les infrastructures qui livreront le gaz du dernier contrat signé.

Dans le domaine énergétique comme dans les autres, la seule perspective raisonnable est un plan d'ensemble réfléchi, concerté et basé sur l'intérêt général pour décider des modes d'énergie à utiliser, à favoriser ou pas, et des gisements à exploiter, et dans quelles conditions.

Il faut produire l'énergie de façon rationnelle, à l'échelle minimale du continent européen, en tenant compte d'une multitude de contraintes : la sécurité des travailleurs et des riverains, la préservation des ressources, le coût en termes de travail humain. Cela nécessite que les travailleurs qui font fonctionner au quotidien les entreprises et l'économie, prennent directement le pouvoir en enlevant tous les leviers de commandes des mains des capitalistes et des banquiers.

8) La **gestion de l'eau** est une problématique qui va s'avérer de plus en plus préoccupante dans les années à venir. Que mettez-vous en œuvre pour diminuer la pression sur l'eau ? Plus globalement sur la question de la gestion des aléas climatiques, la Confédération paysanne proposait un fond mutuel et solidaire avec un système de solidarité de toute la profession. Que pensez-vous de cette proposition ?

Pour cette question aussi, le principal problème dans la gestion de l'eau, en plus du réchauffement climatique, c'est l'opacité qui règne chez les groupes capitalistes qui s'en chargent tels Veolia, la Lyonnaise des eaux ou la SAUR. Et ce sont des associations de consommateurs qui doivent se battre pour lever un coin du voile.

Ces grands trusts font des bénéfices colossaux, bénéfiques qui représentent un gâchis immense pour les consommateurs, mais aussi pour les producteurs nécessitant de grandes quantités d'eau. L'eau devrait dépendre d'un service public, organisé à l'échelle du pays et totalement transparent.

9) **Les citoyen-nes sont de plus en plus en demande d'une agriculture et d'une alimentation saine, relocalisée et respectueuse des humains autant que du vivant. La Confédération paysanne a été pionnière sur les projets d'abattage soucieux du bien-être animal, via des projets d'abattage à la ferme ou la promotion d'abattoirs de proximité. Que proposez-vous sur le sujet sur le territoire ?**

Bien sûr que les citoyens sont en demande d'une agriculture saine et respectueuse... Mais j'ai envie de dire qu'ils sont aussi en demande de pouvoir tout simplement se nourrir.

En 2020-2021, selon le rapport des restos du cœur, 142 millions de repas ont été distribués et 1.2 millions de personnes ont été accueillies (dont 59 000 bébés). Et le réchauffement climatique et la guerre en Ukraine, avec des récoltes de céréales qui risquent d'être moins abondantes, font le bonheur de ceux qui spéculent sur le prix du blé ou de l'orge.

Quant à la sécurité des produits alimentaires, elle dépend des grosses industries alimentaires qui fonctionnent selon les lois du profit. Cela conduit à la pollution accrue des fonds marins, l'utilisation de pesticides dangereux, l'accroissement de rejets toxiques qui provoquent l'empoisonnement des êtres humains et des cultures. Aujourd'hui, toute la vie économique et sociale est contrôlée par quelques grands groupes industriels, mus par la recherche du profit maximum, et tout aussi irresponsables vis-à-vis des hommes que de la nature. Shell, Total, Rio Tinto, Glencore, Nestlé ou Colgate-Palmolive exploitent des travailleurs aux quatre coins du monde, et ils sont prêts à détruire des forêts, à polluer des nappes phréatiques pour extraire du pétrole ou des minerais, à produire du soja ou de l'huile de palme au moindre coût

Nous sommes convaincus que tant que la société sera dominée par cette recherche de profit par une minorité et régie par la loi du marché et la concurrence, elle sera totalement incapable d'apporter une solution aux principaux problèmes de l'humanité.

Aggravation extrême des inégalités, incapacité à prendre en compte l'intérêt collectif, dans quelque domaine que ce soit, social ou écologique, voilà ce qui caractérise le capitalisme. Pour que la société humaine puisse gérer consciemment toutes les conséquences de ses actes, y compris sa manière de s'alimenter et ses rapports avec le reste du monde animal, cela nécessite de changer radicalement la société.

10) Alors que la plupart des départements ont vu leur niveau de risque abaissé concernant la **grippe aviaire**, le Lot reste parmi les départements où l'épidémie est encore active. Les épizooties se succèdent et se ressemblent, démontrant l'inefficacité de la gestion sanitaire mise en place. Quelles sont vos propositions pour changer ça ?

Ce que nous souhaitons dénoncer d'abord, c'est que les premiers à souffrir de cette épidémie sont les travailleurs du secteur qui se retrouvent au chômage partiel, et bien des saisonniers craignent pour leur emploi. Par contre le patronat des grandes entreprises de l'abattage, telles qu'Euralis, savent déjà qu'ils auront les aides de l'Etat et de l'UE pour supporter les conséquences de la grippe aviaire.

En ce qui concerne la gestion de la crise sanitaire, elle ne peut pas être efficace dans le cadre d'une société où seuls les pays riches ont les moyens de mettre en place des mesures sanitaires ou de vaccination des animaux. En Afrique, en Asie, les moyens de combattre cette pandémie sont dérisoires, et les oiseaux migrateurs sont un vecteur de contamination.

Alors c'est encore une fois tout un système économique mondial, le capitalisme, qu'il faut renverser.